

députés de garder ces choses en mémoire un an ou deux et d'attendre, pour passer jugement, que le temps ait fait son œuvre. Voici donc ce que dit l'*Economist*:

Autrement dit, il est manifeste que le succès du système de contrôle adopté par la Nouvelle-Zélande ne dépend pas tant de l'efficacité de la mise en œuvre que de la manière dont on s'attaquera aux problèmes économiques fondamentaux de ce pays. Si le gouvernement de la Nouvelle-Zélande tempère son projet grandiose d'entreprises publiques et sa politique progressive de services sociaux et, s'il a la veine d'obtenir des cours d'exportation avantageux, le plan de contrôle du change pourra se révéler un expédient précieux mais provisoire pour traverser une période difficile. M. Savage, cependant s'est employé à dissiper cet espoir par sa déclaration que ces mesures visent à réaliser une partie permanente du plan du gouvernement tendant à isoler la vie économique de la Nouvelle-Zélande des perturbations de l'extérieur. Si, au cours de sa politique d'isolement, il utilise le plan de contrôle uniquement pour éluder les questions fondamentales, si cela sert seulement à bloquer le thermomètre médical, il en résultera pour le patient une crise bien plus grave que la crise présente.

Je signale cette proposition d'isoler la vie économique de la Nouvelle-Zélande. Je rappelle que les Etats-Unis ont cherché, il y a plusieurs années, à pratiquer la vie économique en vase clos. Ils ont réussi à bloquer le thermomètre médical, mais avec le temps la crise a bien plus empiré qu'elle ne l'eût fait sans cela. Je ne vous demande pas de vous fier à mon jugement ou à celui de l'*Economist* ou même à celui de l'honorable député de Rosetown-Biggan. Le temps donne la réponse à la plupart de ces questions.

Le discours que mon honorable ami le chef de l'opposition (M. Manion) a prononcé l'autre jour m'a fort intéressé. Je ne puis m'empêcher de songer combien grandes seraient les modifications que subirait les conditions mondiales si notre prescience était aussi bonne que notre rétrospection.

L'honorable député de Kootenay-Est (M. Stevens) était candidat dans la ville de Vancouver pendant la campagne contre la réciprocité de 1911. Il a cependant voté en 1936 pour l'accord de réciprocité et, dans un discours qu'il prononçait alors à la Chambre, il nous disait que le travail qu'il avait accompli au ministère du Commerce l'avait convaincu qu'on devrait étudier l'idée d'expansion de notre commerce avec les Etats-Unis, qu'il croyait que l'expansion du commerce amènerait une amélioration des conditions dans les deux pays. En lisant aujourd'hui le discours du chef de l'opposition, je me disais que si seulement l'honorable représentant avait pu travailler au ministère du Commerce pendant quelques mois, il n'aurait pas lui-même constaté que c'était vrai. Au lieu d'avoir eu un dissident dans le parti ou peut-être plusieurs,

le parti conservateur aurait voté à l'unanimité en faveur de la politique qu'il condamnait en 1911.

Ce serait une chose agréable si ces souvenirs pouvaient parvenir à sir Wilfrid Laurier. Ce doit être une grande chose pour le chef actuel du parti libéral (M. Mackenzie King) de se rappeler la campagne de 1911 à laquelle il a pris part, de se souvenir comment le parti conservateur avait alors lutté comme jamais il ne l'avait fait, comment les membres de ce parti se drapaient dans les plis du drapeau, comment ils pleuraient de tous leurs yeux, saignaient par tous leurs pores, parlaient de patriotisme et exposaient les désastres qui nous atteindraient si nous acceptions les propositions faites en 1911. Maintenant, je lis dans le discours prononcé l'autre jour par mon honorable ami, ces mots dits sur un ton radouci. Voici ce qu'il disait en parlant des manufacturiers:

Quelques-uns d'entre eux semblent croire qu'il serait plus ou moins antipatriotique de se prononcer contre le traité.

Quel changement merveilleux, vraiment. Mais si nous constatons une évolution, il nous reste toujours les vieux arguments. Nous avons entendu l'autre jour l'histoire de la balance commerciale. Elle fut contée pour la première fois au Canada, je crois, à l'époque du premier traité de réciprocité, en 1854. Nous l'avons entendue pendant quatre-vingt-cinq ans. En toute bienveillance, je propose au parti conservateur qu'il passe encore quinze ans à discuter la balance du commerce, puis qu'il laisse tomber la question. L'autre jour nous avons entendu dire que nous devrions équilibrer notre commerce avec celui des Etats-Unis, que nous devrions réduire nos achats dans ce pays pour que notre commerce soit à peu près équilibré. Il n'y a ici ni homme ni femme qui m'entende qui puisse arriver à équilibrer exactement sa balance de commerce. Personne n'a de balance favorable de commerce avec son tailleur. Tout le monde achète où il peut acheter à meilleur compte, et la balance du commerce c'est ce qui reste à la fin de l'année, que les échanges se fassent avec une ou avec mille personnes. Alors, si une personne ne peut réaliser l'équilibre, je vous demande comment l'on peut s'attendre à ce que les échanges réunis de onze millions de gens, effectués avec d'autres nations, puissent s'équilibrer.

Je ne discuterai pas longuement cette idée, mais je tiens à citer brièvement des faits relatifs à la balance du commerce. Nous avons eu depuis la Confédération vingt-sept balances favorables du commerce, dont seize sous des gouvernements libéraux et onze sous des administrations conservatrices. J'ai négligé les années 1919 et 1920, parce qu'alors nous